

explique en grand partie la complexité de notre système fédéral de gouvernement, lequel laisse perplexe un si grand nombre de Japonais. On pourrait comparer, dans une certaine mesure, la matrice socio-culturelle du Canada d'aujourd'hui à celle du Japon de la période Heian, il y a environ mille ans, alors que vos ancêtres ont commencé à s'affranchir de l'influence chinoise, à assimiler les importations culturelles et techniques du continent et, ce faisant, à consolider les fondements de la civilisation japonaise. Le Japon était alors très vulnérable aux influences étrangères, et notamment à celle de la civilisation la plus avancée de l'époque; le Canada est tout aussi vulnérable aujourd'hui.

En conséquence, la volonté de préserver l'autonomie sociale, culturelle et économique du Canada est bel et bien la motivation politique fondamentale qui sous-tend les nouveaux objectifs de politique étrangère que notre gouvernement a formulés récemment et qu'il poursuit activement depuis.

Comme vous le savez, ce faisceau d'objectifs est connu au Canada sous le vocable de la "Troisième Option", du fait qu'ils ont été retenus après que deux autres voies aient été tour à tour examinées puis écartées. La première option aurait maintenu avec un minimum de rajustements nos relations économiques d'après-guerre avec les Etats-Unis. La deuxième aurait délibérément préparé l'intégration économique du Canada avec les Etats-Unis. Ces deux possibilités ont été écartées parce qu'elles n'auraient pas été compatibles, en longue période, avec l'existence du Canada comme entité politiquement indépendante et culturellement autonome. Nous estimions en outre que ces deux premières options n'étaient pas réalistes puisque tout gouvernement qui déciderait de les retenir se heurterait à une forte opposition de la part de la population canadienne et que la situation politique conséquente perturberait bien